12 L'ECHO SAMEDI 20 JUILLET 2019

# **Opinions**

# Antonio Casilli «Derrière l'intelligence artificielle, il y a des humains peu rémunérés»

### INTERVIEW ÉTIENNE BASTIN

on, les robots ne vont pas remplacer le travail humain. Au contraire, c'est le travail humain qui est mis au service de l'automation. Dans une étude magistrale («En attendant les robots. Enquête sur le travail du clic», Seuil, 2019), Antonio Casilli, sociologue, enseignant et chercheur à Telecom Paris et à l'EHESS, révèle, derrière les discours enflammés relatifs à l'intelligence artificielle (IA), une tout autre réalité: les armées de travailleurs du clic qui entraînent les algorithmes et qui optimisent en permanence nos applis préférées. Même Google Search exploite ces petites mains. Un travail invisible, peu ou pas rémunéré, engendrant un «cybertariat» mondialisé qui échappe à toute légis-

### Le grand remplacement technologique de l'homme par le robot n'aura pas lieu; pourquoi? L'IA ne remplit pas ses promesses?

Un feu de communication marchande a surjoué les promesses de l'IA. Née à la moitié du 20e siècle, l'IA aspirait à simuler complètement la cognition humaine – l'«IA forte». Mais l'évolution technique a conduit à ne développer en réalité que de «l'IA faible». Celle-ci suppose l'apprentissage automatique («machine learning») mais pour apprendre, les algorithmes ont besoin qu'on les nourrisse en données provenant des plateformes numériques. Or cet apprentissage est effectué par des foules de personnes, peu ou pas rémunérées, chargées d'entraîner les algorithmes pour les rendre efficaces.

# Comment s'opère ce déplacement et quel est son impact sur la nature du travail?

Ce faux remplacement technologique cache en réalité une dynamique de «tâcheronnisation», c'est-à-dire une fragmentation de l'activité travaillée. Autour de l'IA se met en place un travail fait de microtâches, le microtravail: des tâches de quelques secondes ou minutes payées en centimes. Des plateformes de micro-travail mettent en relation d'un côté une entreprise client qui veut automatiser un processus-métier (la comptabilité, l'étiquetage d'images, la reconnaissance vocale. etc.) et de l'autre, des personnes qui, à la place de l'IA, font le travail d'interpréter les voix humaines, reconnaître les images ou retranscrire les tickets de caisse. Ce travail entraîne les IA qui, en principe, seront capables de faire ce qu'elles promettent. En pleine expansion, ces plateformes embauchent de plus en plus de micro-tâcherons. Il y en aurait déjà au moins 100 millions, principalement en Asie et en Afrique. En France, on compte 23 plateformes pour un total de 260.000 travailleurs, dont 15.000

### Quel est leur statut?

Ces travailleurs du clic, qui ne sont pas reconnus comme travailleurs, n'ont aucune stabilité dans leur rémunération, leur statut, ou leur activité. Leur travail est déqualifié. Sur certaines plateformes de microtravail, des graphistes diplômés sont engagés pour dessiner un pixel. Ailleurs, des journalistes ou des traducteurs traduisent ou écrivent quelques mots, quelques lignes. Des savoirs experts (traducteurs, codeurs,...) ne sont pas remplacés par des robots, mais concurrencés par du microtravail délocalisé, sous-payé.

Cette évolution du travail amplifie certaines tendances anciennes: la logique fordiste de division du travail s'intensifie dans l'hyper-fragmentation de l'activité; le freelancing, en pleine expansion, devient de plus en plus précaire. L'emploi n'est donc pas remplacé par l'automation mais par du travail invisible très précarisé. C'est l'automation qui met le travail humain au service du robot. Je parle de servicialisation du travail. Lors du lancement de la plateforme de microtravail la plus connue, Amazon Mechanical Turk, Jeff Bezos l'avait dit clairement: human as a service! Les humains réduits à des services.

# Pourquoi parler de «digital labor»? Quels types de travail recouvrent cette expression?

«Digital» renvoie au geste même, le travail du doigt («digitus») qu'est le travail du clic: le geste ultime, le plus dévalorisé. Le digital labor le plus connu est celui du travail à la demande (Uber, Deliveroo, etc.). Ces plateformes ont une dimension ostensible très forte: on voit les travailleurs dans la rue. Mais on ignore l'importance, même en termes de production de valeur, du temps passé sur l'appli à produire de la data. Pour les chauffeurs d'Über, cela représente environ 60% de leur temps. Cette activité sur l'appli concerne la communication des données relatives aux trajets, la notation des passagers et tout ce qui sert à améliorer l'algorithme. A quoi s'ajoute la data utile au projet de véhicules autonomes d'Uber, nourrie par les données produites autant par les chauffeurs que par les passagers.

Ensuite, il y a les plateformes de microtravail où se réalisent, entre autres, les tâches nécessaires au machine learning. On y rencontre aussi les modérateurs des réseaux sociaux – généralement issus de pays très pauvres – qui font le sale boulot en filtrant le pire des photos et des vidéos du Web. Ajoutons-y aussi les «fermes à clics»: des gens payés pour liker des images ou des commentaires afin de gonfler l'audience et donc la viralité d'un post. Durant sa campagne électorale, Trump a utilisé ce type de procédé.

### Ce type de micro-travail est donc inévita-

Même Google en a besoin pour vérifier ce que le moteur de recherche a produit. Qu'il s'agisse de la recherche d'une pharmacie au Wisconsin ou du porno d'un type particulier, des personnes s'assurent que Google a fourni les résultats les plus pertinents. Sur Google aussi, on vérifie tout à la main! Ce qui ne va pas sans soulever un monstrueux problème de vie privée: qui peut savoir que je suis en train de chercher tel médecin parce que j'ai telle pathologie? Eh bien, beaucoup de monde! Enfin, sur les réseaux sociaux, les usagers réalisent aussi du digital labor: chaque fois qu'on like ou qu'on laisse un commentaire, on contribue à produire de la valeur pour les plateformes et surtout à entraîner

«C'est l'automation qui met le travail humain au service du robot. Je parle de servicialisation du travail.»



«On peut assimiler nos activités sur les réseaux sociaux à du travail au sens traditionnel», estime le sociologue.

leurs algorithmes.

Ces plateformes ne se distinguent pas trop des autres types de digital labor. D'abord, elles récupèrent les données qui permettent de savoir si telle interface ou tel algorithme de la plateforme marchent bien. Ensuite, nos données personnelles sont monétisées à des tiers. Enfin, ces données sont exploitées pour automatiser tout ce qui est possible: par exemple, sur Amazon, le meilleur livre à acheter.

## Nous sommes donc tous des micro-tra-vailleurs?

C'est déjà une ancienne controverse, mais oui, on peut effectivement assimiler nos activités sur les réseaux sociaux à du travail au sens traditionnel. Est-on soumis à des formes de mesures, de métriques? Oui: on est tracé du matin au soir. Ce n'est pas un travail libre, ni du jeu. Quand on joue vraiment, on n'est pas surveillé. Ensuite, est-ce une activité entièrement dépourvue de conséquences économiques? Non, au contraire: on produit de la valeur. Est-ce une activité libre, en dehors de tout cadre contractuel? Non encore: on a signé un contrat (les CGU), qui s'arrange pour ne pas se présenter comme un contrat de travail. Et enfin, question-clé, y a-t-il un lien de subordination? Eh bien oui, par le biais d'un flux d'ordres, de notifications à l'impératif («connectez-vous», «faites ci», «faites ça»). On ne peut pas assimiler ces injonctions à une situation de consommation pure.

Que faire face à la «tâcheronnisation» du travail et au travail déguisé sur les réseaux

### sociaux?

Du côté d'Uber ou de Deliveroo, les actions en justice pour la reconnaissance des droits des travailleurs se multiplient. Sur les réseaux sociaux comme Facebook, le groupe néerlandais «Data Union» mène une action de type syndical. Concernant le microtravail et le travail à la demande, IG Metall, syndicat allemand, ou Force Ouvrière en France se sont positionnés pour défendre ces travailleurs. Une autre piste, d'inspiration mutualiste et coopérativiste, consiste à créer des Uber ou Twitter du peuple, des plateformes dont la propriété est entre les mains des travailleurs. Des banques financent ce type de projets. Malheureusement, Google aussi...

Enfin, et c'est le plus difficile, il faudrait reconnaître que les données que nous produisons sont des communs de connaissances, et donc de valeur, et que cette valeur peut être redistribuée aux producteurs-usagers. C'est pourquoi je propose un Revenu Universel Numérique, c'est-à-dire un montant mensuel reversé à chaque utilisateur de services. En 2013, le ministère des Finances français avait imaginé une fiscalité imposant les plateformes sur base du travail invisible des usagers, un dispositif parfait pour rémunérer le revenu numérique. Mais ce projet a été abandonné. Avec le digital labor, la question fiscale est complexe parce qu'on ne sait pas quel est le territoire de ces plateformes. Il faut donc d'abord admettre qu'on y travaille; et ensuite, qu'il faut rétribuer ces travailleurs. La fiscalité du numérique, c'est étourdissant... Mais on n'en est qu'au début!